

---

# LA CRISE DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT ET LES LUTTES DES TRAVAILLEURS (fin) \*

paul boccara

---

CARACTERE DURABLE DES TENSIONS  
ET AGGRAVATION DES ANTAGONISMES STRUCTURELS.  
L'ISSUE DEMOCRATIQUE  
ET LE PASSAGE AU SOCIALISME.

Les idéologues bourgeois et, à leur suite, tous les opportunistes peuvent affirmer qu'il y a, dans les transformations récentes, tendance à la « privatisation » et au « libéralisme », « internationalisation », dynamisme accru du mouvement de concentration, concertation grandissante des Etats à l'intérieur et à l'extérieur, etc., la preuve de la vitalité de la structure économique actuelle. Celle-ci évoluerait vers une « nouvelle société », répondant aux exigences techniques contemporaines en maintenant les vertus éternelles du profit commercial. Pour les apologistes directs de la société bourgeoise, dont la crise connaît un nouvel approfondissement, les difficultés graves actuelles ne proviendraient que des refus d'adaptation au progrès très rapide de tous ceux qui luttent contre l'exploitation et le pillage des trusts.

Pour les opportunistes de droite et de gauche, cette société montrant sa vitalité sur le plan économique et technique, il convient de réviser les idées concernant les moyens de nous libérer des « aliénations » persistantes. Il n'y aurait qu'à moraliser les buts de la société actuelle, selon les uns, grâce à des changements de conscience et de personnel politique. Selon les autres, il conviendrait de diriger la lutte « révolutionnaire » essentiellement contre les systèmes culturels et hiérarchiques.

En réalité, la crise générale du capitalisme est entrée dans une nouvelle phase avec le commencement de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat lui-même. Les efforts acharnés d'adaptation des classes dirigeantes ne procurent que des répit, en accrois-

\* Voir le début de cette étude dans « Economie et Politique », n° 185 de décembre 1969 et n° 186-187 de janvier-février 1970.

sant les antagonismes sur tous les plans. Le système du C.M.E. ne peut plus fonctionner comme par le passé. Parmi ses modalités habituelles d'intervention (politique monétaire, budgétaire, etc.), plusieurs ont atteint des résultats désormais antagoniques, dans le cadre de la suraccumulation, avec les besoins de l'accumulation et du profit lui-même. Aussi la classe dirigeante elle-même les mets en cause. Mais, ce faisant, elle renforce les tendances anarchiques du système et ses antagonismes. En voulant la renforcer dans l'immédiat, elle sape en profondeur la stabilité de sa propre domination (1).

Le problème fondamental est, plus que jamais, celui de la propriété des grands capitalistes et de la domination de l'Etat par les monopoles.

Dans le cadre de la suraccumulation durable, le renforcement accéléré des mesures favorisant les profits et l'accumulation des monopoles les plus puissants déclenche un cercle vicieux. On vise à diminuer par tous les moyens (des modalités du progrès technique à l'intervention publique) la part du produit consommée directement ou indirectement par toutes les catégories de travailleurs et, d'une façon générale, la part qui ne se traduit pas immédiatement par une accumulation des gros capitalistes.

Toutefois, l'accumulation bénéficiant de ces réductions est à l'origine d'un produit physique croissant qui n'arrive à rémunérer les capitaux, dans les conditions de la suraccumulation, que sur la base de l'inflation des prix. D'où, non seulement les manque à gagner de la **productivité**, du fait des conditions artificielles de l'inflation et du freinage des équipements collectifs, mais aussi les difficultés croissantes des **débouchés** pour la production ainsi gonflée, tandis que les consommations populaires et collectives sont freinées. En fin de compte, il ne reste pas d'autre issue pour la concurrence capitaliste exacerbée que la réduction du coût en capital des productions. Mais cette réduction, dont la nécessité commence à se faire sentir, se reporte sur la consommation, par des pressions accrues sur les « faux frais », par les difficultés de l'emploi dans la production des moyens de production eux-mêmes et dans les entreprises évincées, fusionnées ou atteintes par les « rationalisations » capitalistes. Tout cela aggravera le cercle vicieux de l'insuffisance du débouché pour le produit et de l'insuffisance des dépenses de consommation collective liées aux nouvelles techniques, l'insuffisance du développement du potentiel matériel et humain de la société.

En France, le pouvoir des monopoles invoque le manque de moyens pour justifier sa compression de la consommation populaire et son freinage grave des dépenses publiques sociales (éducation, santé, etc.). Il fait miroiter les bienfaits futurs de « l'industrialisation » accélérée, qui recouvre en fait l'accélération de

1. Ainsi, en France, les atteintes au secteur public industriel et bancaire au bénéfice des monopoles privés rendent ceux-ci plus intimement liés au secteur public et plus responsables de sa non-utilisation dans l'intérêt des travailleurs. Les atteintes aux dépenses et aux équipements sociaux dans l'intérêt de l'accumulation et du profit immédiats des monopoles affaiblissent les conditions nationales de productivité générale et de débouchés, accroissant la dépendance vis-à-vis des centres de décision étrangers et de la conjoncture mondiale. Ce renforcement de la domination des monopoles accroît leur parasitisme et les antagonismes de l'économie. Il renforce le besoin de leur nationalisation, c'est-à-dire à la suite de la pénétration privée du secteur public, le besoin de l'extension désormais décisive du secteur public au détriment des monopoles privés.

l'accumulation des capitaux et des progrès de la domination des monopoles, aggravant les tendances à la surproduction et au chômage. Il déclare excessives et inspirées par des intérêts catégoriels les revendications convergentes des différentes couches de travailleurs. En vérité, la satisfaction de ces revendications permettrait l'élévation de la productivité et l'élargissement du marché, l'accroissement des moyens pour le progrès social, tout en s'opposant cependant à la profitabilité et à l'accumulation des capitaux qui dominent l'économie française. C'est donc le profit et le capital monopolistes qui sont en cause. Les monopoles sont les « privilégiés » de notre « ancien régime », la maladie du corps social. Ils empêchent la mobilisation rationnelle des ressources par leurs prélèvements parasites et toute l'orientation de gaspillage qu'ils imposent à l'économie, en dépit de leur démagogie « moderniste » (1).

Dans le cadre de la crise du C.M.E., les contradictions internes structurelles du capitalisme contemporain vont aller en s'approfondissant. Il est probable que, sur la base des luttes des travailleurs et du danger des difficultés économiques graves pour la survie du système, de la compétition pacifique du socialisme existant, des antagonismes internationaux accrus, on assiste à une intervention publique plus profonde, plus complexe, à une interpénétration plus étroite des secteurs publics et privés, à une exigence croissante d'« intégration » et de planification capitalistes au bénéfice du maintien de la domination générale du capital et au profit des monopoles les plus puissants.

En même temps, cette intervention publique plus raffinée verrait se développer ses antagonismes internes et révélerait sa vanité : avec la concurrence financière et commerciale déchaînée pour le profit, avec la spéculation et la thésaurisation, la dévalorisation de certains capitaux et l'accélération des regroupements monopolistes rivaux à l'échelle mondiale, les tendances au chômage, les difficultés de toutes sortes, l'exploitation accrue des ouvriers et des autres catégories de travailleurs, la domination de branches, de régions, de pays par les monopoles les plus puissants visant à la domination mondiale avec l'aide de tel ou tel Etat, comme l'Etat américain.

Les difficultés de cette aggravation de la domination des monopoles capitalistes tendront à faire mûrir encore les formes plus subtiles d'intervention publique sur le plan national et international à travers la crise même de la programmation et des plans. Cependant, le but déterminant de cette intervention, le profit privé monopoliste et ses résultats, la persistance et l'aggravation des difficultés, pousseront à la rupture avec le C.M.E. grâce aux luttes des masses populaires. De plus en plus se fera jour la possibilité et la nécessité d'une intervention publique démocratique, dans l'économie et la société, d'une véritable pla-

1. Avec non seulement leur pression sur la consommation populaire et les dépenses sociales, mais encore le gâchis des doubles emplois et de la concurrence monopoliste, le gaspillage des « débouchés » de la force de frappe, la spéculation, l'exportation des capitaux, la thésaurisation, le chômage, etc.

nification et d'une détermination des décisions majeures par les masses travailleuses et leurs organisations à tous les niveaux. Les conditions en sont la nationalisation progressive des monopoles capitalistes des secteurs-clés et la direction de l'Etat par les forces ouvrières et démocratiques.

Ces conditions sont absolument nécessaires à l'instauration de la démocratie économique et politique, vers laquelle convergent objectivement les aspirations et les luttes des différentes catégories de travailleurs dans un pays comme la France. Elles ne sont pas suffisantes : il faut, sur leur base, réaliser progressivement une planification démocratique. Ensuite, il convient de considérer le développement de cette démocratie elle-même et le passage révolutionnaire de notre société capitaliste développée à un socialisme développé, en marche vers le communisme, conformément aux possibilités et aux exigences de l'épanouissement de la révolution technique nouvelle, de la révolution scientifique.

Mais, ici aussi, c'est au niveau des rapports de production et du pouvoir politique que se situent les transformations fondamentales. Il s'agit de la généralisation des nationalisations, du renforcement des liaisons populaires du pouvoir démocratique et de la victoire politique et idéologique du prolétariat. Si, dès la démocratie avancée, on assistera à la réalisation progressive d'une planification d'un type nouveau, démocratique et scientifique, cette planification s'épanouira dans le socialisme grâce à la propriété collective de tous les moyens importants de production et d'échange, à la direction de l'Etat par la classe ouvrière et ses alliés.

*« A notre époque et dans notre pays, où les prémices économiques et sociales du socialisme sont d'ores et déjà réunies, un long intervalle historique ne séparerait pas l'instauration d'une démocratie avancée du passage à une société socialiste » (« Thèses du XIX<sup>e</sup> Congrès du P.C.F. », point 19).*

Il ne s'agira pas seulement du contrôle collectif et de la croissance planifiée de la production et de la consommation, dans l'étape de la démocratie avancée et de la transition au socialisme, mais aussi du but qu'est la satisfaction des besoins des travailleurs concernant leurs conditions de vie et de travail. De plus en plus, il s'agira de passer au but du développement et de l'épanouissement de tous les travailleurs grâce au triomphe du socialisme. Le socialisme développé permettra de refondre véritablement toute la société en l'organisant, graduellement, de moins en moins autour de l'accumulation des moyens matériels résultant du travail cristallisé, mais progressivement sur la base des forces productives **matérielles** nouvelles, autour du développement du temps libre des individus pour l'éducation et la création.

Toutefois, l'utopie et l'impatience consistant à ne pas voir les conditions et les étapes nécessaires du but fondamental du collectivisme, le développement et l'épanouissement de tous les individus aboutit à désarmer le mouvement révolutionnaire en face des vraies bastilles à prendre. « *Remplacer le pouvoir des monopoles par un pouvoir démocratique, étape et condition du socialisme, voilà l'objectif.* » (« *Appel au peuple de France du XIX<sup>e</sup> Congrès du P.C.F.* »). De plus, ces illusions pourraient, si on leur cédaient, isoler certaines parties du mouvement ouvrier et démocratique, de la masse des travailleurs qui ne sont pas encore acquis au socialisme, mais qui peuvent être gagnés à l'étape de la démocratie antimonopoliste (1).

D'un autre côté, la conscience de plus en plus rigoureuse et répandue du but fondamental et de la liaison entre la démocratie avancée et le socialisme, tout en permettant de mieux vaincre les dangereuses utopies droitières et gauchistes, donne plus de force au mouvement en déployant ses perspectives grandioses. Elle aidera à mieux tenir compte des problèmes d'avenir dès la constitution de la démocratie avancée. « *La démocratie avancée est une forme de transition au socialisme.* » (« *Thèses du XIX<sup>e</sup> Congrès* », point 19.)

Si la crise du C.M.E. exige l'instauration de la démocratie économique et politique permettant de passer au socialisme développé et ouvrant même la perspective de la société sans classe, cette issue dépendra des luttes de classes.

Au cours des affrontements de classes multiformes, les monopoles essaieront avec acharnement de se maintenir, tout particulièrement grâce à la « solution » de la domination mondiale des monopoles « transnationaux » américains ou « européens ».

Mais ils se heurteront, de plus en plus, aux luttes convergentes de la classe ouvrière et des masses populaires des différents pays, aux antagonismes impérialistes internationaux, aux développements originaux des pays socialistes existants à partir de leurs propres bases (2) aux exigences de l'épanouissement de la révolution scientifiques.

## **LES LUTTES DES TRAVAILLEURS ET L'INSTAURATION**

### **D'UNE DEMOCRATIE ECONOMIQUE ET POLITIQUE OUVRANT LA VOIE AU SOCIALISME**

#### **CARACTERES NOUVEAUX ET ENJEU DES LUTTES DES CLASSES ACTUELLES EN FRANCE**

Avec les débuts de la crise du C.M.E., les luttes des travailleurs tendent à prendre des caractères nouveaux. Ces changements se manifestent, sous des formes variables, dans la plupart des

1. « La lutte pour la démocratie véritable permet seule d'utiliser les possibilités révolutionnaires antimonopolistes de toutes les forces de la démocratie » (Waldeck Rochet, cité par Georges Marchais dans son rapport au XIX<sup>e</sup> Congrès).

2. Pour apprécier pleinement la portée des réalisations des pays socialistes existants, il convient de les présenter dans leur mouvement, non seulement depuis les conditions arriérées de départ, mais encore plus dans leur marche vers le communisme.

pays capitalistes, développés ou non. Mais ils sont particulièrement nets dans le cas de la France, auquel nous limitons notre analyse.

La tendance à l'amplification des luttes et leurs nouvelles modalités dans le cadre de la crise du C.M.E. vont-ils permettre un isolement social et politique décisif de la grande bourgeoisie monopoliste ? Dans quelle mesure, au contraire, ces nouvelles conditions vont-elles être utilisées pour maintenir ou susciter des divisions entre les travailleurs ou encore des déformations des luttes les écartant de la mise en cause du pouvoir effectif des monopoleurs ? Le grand capital tente avec acharnement de faire triompher la deuxième issue. Il utilise, à la fois, les efforts de **démagogie et d'intégration sociale** dans le cadre du C.M.E. et les essais de **provocation et d'intimidation** surtout anticommunistes. Mais, aussi, l'éclatement des contradictions économiques capitalistes l'oblige à s'attaquer en fait plus durement à toutes les catégories populaires.

L'ampleur et la persistance du mécontentement ainsi que l'expérience de lutte des masses peuvent pousser à l'adoption des moyens les mieux adaptés pour faire reculer les monopoles capitalistes et en finir avec leur domination.

Les nouvelles conditions, qui peuvent donner prise aux erreurs et aux illusions dangereuses ainsi qu'aux manœuvres du grand capital et de son pouvoir, sont marquées du signe du progrès général de la lutte de la classe ouvrière contre le capital et de son extension aux diverses couches de travailleurs. Ces conditions révèlent d'immenses possibilités de mobilisation des masses, d'immenses possibilités pour l'avant-garde du prolétariat, pour le parti communiste (1). Elles se rattachent au commencement de la crise du C.M.E., avec les antagonismes des débuts capitalistes de la révolution scientifique et de l'achèvement capitaliste de l'industrialisation, avec les difficultés nouvelles résultant des exigences de l'accumulation et de la profitabilité du capital monopoliste dans la phase actuelle.

La crise du C.M.E. tend à mettre en mouvement, aux côtés des éléments déjà conscients et combatifs du prolétariat ouvrier, des couches d'ouvriers d'origine récente ou peu mobilisées jusqu'alors ; les employés de plus en plus concentrés et proches des ouvriers ; les couches croissantes, aux difficultés nouvelles et aggravées des travailleurs intellectuels ; la petite bourgeoisie des villes (artisans et commerçants) et des campagnes (paysans travailleurs) : en déclin numérique, mais dont l'importance demeure considérable, surtout pour les paysans, et s'accroît même du fait de la mobilité politique due à la détérioration rapide de leur condition. Il faut aussi considérer la sensibilisation politique nouvelle de la jeunesse ouvrière et celle de la jeu-

1. Evoquant « la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce » durant le processus révolutionnaire en Europe, **Lénine** remarque en 1916 : « Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement — sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible — et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais, **objectivement**, ils s'attaqueront au capital, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter... » « **CŒuvres** », t. 22, p. 384.)

nesse lycéenne et étudiante, frappées à des degrés divers par les restrictions des équipements sociaux, par la précarité de l'emploi, par l'incertitude de l'avenir.

La question se pose pour le prolétariat de faire l'unité de sa masse et de rallier autour de lui toutes les autres couches populaires dans la lutte pour leurs intérêts communs contre l'ennemi commun (1). En exprimant cette communauté d'intérêts objective et en faisant prendre conscience dans les luttes unitaires des différents secteurs, les communistes peuvent arracher à l'influence des forces politiques gaullistes, centristes, etc., soutenant le grand capital une partie importante des travailleurs qui continuent à les suivre.

Ils peuvent faire reculer, de façon décisive, l'influence, sur une autre partie, des idéologies se réclamant de la démocratie et du progrès social, voire de la révolution, mais faisant obstacle à l'action unie contre le pouvoir effectif du capital monopoliste.

En effet, le rôle économique et social de l'Etat bourgeois dans le C.M.E. politise de plus en plus les difficultés sociales. Les revendications des diverses couches populaires convergent objectivement contre la domination des mêmes monopoles dans le C.M.E., afin que les mêmes progrès techniques formidables, au lieu d'écraser les diverses catégories de travailleurs, soient organisés et dominés par eux, qu'ils permettent leur épanouissement solidaire.

Un des caractères nouveaux de la situation résulte de la croissance des couches de travailleurs intellectuels (2), dont l'oppression et l'exploitation sont nécessitées par leur nombre même, afin de ne pas mettre en cause le régime du profit. Il convient de considérer les deux aspects liés de cette nouveauté. D'un côté, contrairement à la petite bourgeoisie classique, ces couches sont formées dans une mesure croissante de **salariés** dépourvus de toute propriété de moyens de production. Elles tendent à se développer rapidement, quoique avec des hauts et des bas, en liaison avec les formes modernes de production. Leur exploitation et l'aggravation de leurs conditions matérielles et morale tend à les rapprocher objectivement, dans leur masse, de la classe ouvrière et de ses luttes; tandis qu'elles transforment la grande bourgeoisie en classe parasite pure (et ses grands commis en commis de ce parasitisme auquel ils s'intègrent).

Leur émancipation des maux du capitalisme passe par celle de la classe ouvrière. Les aspirations au socialisme et même au communisme les concernent directement. Elles touchent un nombre grandissant d'entre eux. Pour la victoire du socialisme, leur alliance avec la classe ouvrière est véritablement d'une « importance capitale ».

D'un autre côté, ces couches, malgré l'existence de franges plus

1. « Cette union est possible. Des classes et des couches laborieuses hier divisées peuvent et doivent aujourd'hui se rassembler pour défendre des intérêts communs et réaliser des aspirations communes. » (« Appel au peuple de France » du XIX<sup>e</sup> Congrès du P.C.F.)

2. L'ensemble des diverses couches d'intellectuels, non compris les étudiants, serait passé d'environ un million de personnes actives, en 1954, à plus de trois millions aujourd'hui. Les trois quarts environ seraient des travailleurs salariés. Il faudrait ajouter les étudiants dont le nombre a plus rapidement grandi. Ils atteignent 640.000 en 1969, dont environ 40% exerçant une activité salariée.

proches de la classe ouvrière, ne se confondent pas avec elle. Elles sont l'expression de la tendance à la scission entre travail situé hors de la production matérielle stricte, surtout de type intellectuel, et travail d'action sur la matière. Cette scission, apparue à l'aube des sociétés de classe, se maintient en dépit des transformations qui l'affectent de plus en plus profondément. Le capitalisme a toujours tendance à l'aggraver, contrairement au socialisme. Elle ne disparaîtra complètement qu'avec la disparition de la classe ouvrière (1), en tant que telle, dans le communisme.

D'où certains traits objectifs de couches intermédiaires plus ou moins prononcés dans les diverses catégories, assez hétérogènes, de travailleurs intellectuels qui sont :

— une pénétration plus facile de l'idéologie bourgeoise et petite bourgeoise et de l'instabilité de cette dernière, malgré la discipline nouvelle de la formation technique et scientifique ; la tentation plus grande de la collaboration de classe (2) ;

— ou encore et toujours le signe de l'opportunisme, l'exaspération de type petit bourgeois propre au passage d'une condition relativement privilégiée, par rapport au prolétariat, à une condition qui tend à s'en rapprocher, du moins pour la plus grande partie de ces couches.

Malgré le caractère objectif de ces traits, liés à la domination de la bourgeoisie, c'est de l'aptitude du prolétariat et de ses organisations à vaincre les pratiques et les idéologies adverses que dépend, en grande partie, le recul progressif et la neutralisation de ces aspects négatifs, recul favorisé par le rapprochement objectif croissant, sur le plan économique et même technique. A ce recul des aspects négatifs se rattache la mise en valeur, dans la lutte pour la démocratie et pour le socialisme, des qualités et des fonctions indispensables de la masse des travailleurs intellectuels. Il dépend aussi surtout du prolétariat et de ses organisations que soient évités :

— la sous-estimation, devant l'alliance nouvelle, de l'alliance fondamentale et d'une portée accrue, en raison de leurs possibilités révolutionnaires croissantes du fait de leur éviction, avec les petits et moyens paysans ; puis, en second lieu, avec les artisans et petits commerçants ;

— la sous-estimation du rôle considérable des autres salariés non ouvriers, comme les employés ;

— la sous-estimation du rôle décisif de la classe ouvrière et de la nécessité de son rôle dirigeant idéologique et politique, sur la base de la conviction et de l'expérience, dans l'alliance de lutte pour la démocratie et pour le socialisme. D'où l'importance de la popularisation des analyses du XIX<sup>e</sup> Congrès sur

1. Celle-ci, seule productrice de la plus-value, est directement opposée au capital et la plus fortement exploitée ; elle a une émancipation bien plus complète à gagner. Organisée et éduquée depuis longtemps à la lutte économique, politique et idéologique contre le capitalisme, elle est liée directement aux formes les plus modernes de la production et au développement de ses moyens matériels. Elle est la classe révolutionnaire fondamentale et le restera jusqu'au triomphe de la société communiste elle-même, étant la plus intéressée à l'émancipation supprimant les classes mêmes avec la suppression de la division entre travail manuel et intellectuel.

2. Parmi les facteurs de retard de conscience, de différenciation politique et d'hésitation de classe de ces couches, il convient de noter les pressions de la bourgeoisie, surtout sur les couches supérieures, pour faire miroiter leur situation meilleure et les pénétrer de l'idéologie du service de la société ac-classe dominante. Il convient aussi de souligner l'influence de l'infime minorité « technocratique » qui s'intègre pratiquement à la grande bourgeoisie.

les bases de classe de l'union des forces ouvrières et démocratiques.

Si l'on fait entrer les divers travailleurs intellectuels salariés dans la classe ouvrière, ou si l'on obscurcit la différence essentielle entre salariés et classe ouvrière, ce rôle décisif de la classe ouvrière ainsi que sa mission historique révolutionnaire sont mis en cause. Il convient de critiquer, en particulier, les confusions introduites par l'emploi abusif du concept de « travailleur collectif », par Roger Garaudy notamment. Ce concept implique que le travailleur productif peut agir principalement de ses mains ou de sa tête. Mais il ne permet pas de sortir éclectiquement de la sphère de la production matérielle proprement dite.

Celle-ci définit toujours le travail productif, producteur de plus-value, à l'exclusion des activités qui conditionnent seulement cette production et qui se rattachent à ce que nous avons appelé plus haut le « capital de frais », même à l'intérieur de l'entreprise de production : recherche et développement, bureaux d'études, gestion et commercialisation, etc. A plus forte raison, les travaux situés à l'extérieur de l'entreprise de production matérielle sont exclus du travail productif de plus-value, même s'ils le conditionnent de plus en plus (1). D'un côté, la classe ouvrière devient de plus en plus le type de l'oppression générale avec la salarisation massive de la société, le caractère de quasi-salariés de nombreux petits producteurs, l'exploitation de toute la population laborieuse par le C.M.E. Mais son rôle dirigeant et sa mission historique grandissent ainsi, au lieu qu'en soit justifié leur obscurcissement au nom d'un « bloc historique ».

## LA MONTÉE ET LA CONVERGENCE DES LUTTES, OBSTACLES IDÉOLOGIQUES ET POLITIQUES SUR CETTE VOIE

1. Cf. Marx : « La détermination primitive du travail productif, née de la nature même de la production matérielle, reste toujours vraie par rapport au travailleur collectif » « *Le Capital* », L. I, t. 2, p. 183.) De plus, le travail de direction technique, dans la mesure où il représente aussi le commandement du capital exploitateur, est en partie un travail non productif. (« *Le Capital* », L. III, t. 2, pp. 48-49.)

La lutte pour les revendications économiques de base, concernant le pouvoir d'achat ou encore la durée du travail et l'emploi, tend à prendre, malgré des hauts et des bas, une ampleur et une portée grandissante, qu'il s'agisse de la classe ouvrière, des autres salariés, ou des petits producteurs ruraux et urbains.

On remarque aussi la progression des revendications de développement démocratique concernant le contrôle des conditions et des relations de travail dans tous les secteurs, ou encore les problèmes de déqualification et de formation, de temps libre, d'accès à la culture ou aux loisirs, de contrôle du milieu de vie, etc. Enfin, le passage tend à se faire plus aisément des deux premiers types aux revendications politiques supérieures

**mettant en cause le régime lui-même**, avec les aspirations nouvelles à la démocratie et au socialisme.

Cependant, l'oligarchie bourgeoise s'efforce de faire obstacle à la montée et à la convergence des luttes qui la menacent, en opposant entre elles les différentes revendications et en s'efforçant de brouiller les idées à leur sujet, en vue de faire triompher la collaboration de classe.

Ainsi l'oligarchie monopoliste s'efforce, en premier lieu, de discrediter les luttes économiques de base, montrant qu'elle a tout à gagner au mépris des revendications dites « alimentaires ». Elle s'efforce de faire croire que les luttes pour les revendications matérielles sont nuisibles à l'équilibre dit « général », inspirées de préoccupations « corporatistes » ou « catégorielles » (qui opposeraient entre eux les divers salariés ou les salariés aux travailleurs non salariés, telle catégorie de travailleurs aux « consommateurs ») inutiles, étant donné le prétendu souci d'élévation régulière du pouvoir d'achat et de la consommation de masse du système. En réalité, ces luttes seules peuvent obliger à répondre aux besoins les plus urgents et immédiats des travailleurs, à limiter les effets de l'exploitation. Elles portent des coups extrêmement sensibles aux monopoles et à leur politique, bouleversant les plans de classe de restriction et de chômage, développant leurs contradictions non seulement économiques mais politiques. Correctement conduites et éclairées par les explications politiques, elles permettent de rassembler les plus larges masses de travailleurs et de les faire accéder à une conscience supérieure pour lutter contre les soutiens et les causes de l'exploitation (1).

Mais aussi l'oligarchie s'efforce, bien plus que par le passé, d'opposer aux revendications économiques de base comme aux revendications politiques supérieures concernant le régime une « intégration » des travailleurs à sa politique. Ce faisant, elle se fonde sur les justes aspirations nouvelles au contrôle et à la détermination démocratiques des conditions de vie à tous les niveaux afin de les dévoyer. Elle vise à les dénaturer par une idéologie de « concertation » de classe, soutenant une politique plus ou moins contractuelle de soumission volontaire à la domination paternaliste du capital, et tout au moins à les opposer aux deux autres types de revendications. Elle montre ainsi le double danger qui menace les aspirations nouvelles.

D'un côté, leur utilisation pour justifier une politique de soumission volontaire, au nom d'une « participation » mystificatrice au capital ou d'une « concertation » des modalités de l'exploitation des travailleurs.

D'un autre côté, leur opposition aux revendications économiques de base et aux revendications politiques supérieures, noyées dans

1. « Contrairement à ceux qui traitent avec mépris les revendications économiques et sociales, les communistes prennent résolument en main la défense des intérêts immédiats de tous les travailleurs (...). (Ils) ont pour tâche de mettre en lumière le lien étroit qui existe entre les luttes économiques et politiques, de montrer aux masses laborieuses que la lutte pour les revendications doit trouver son prolongement dans la lutte pour le remplacement du pouvoir des monopoles par une démocratie politique et économique avancée. » (« Thèses du XIX<sup>e</sup> Congrès », point 18.)

une vague réclamation du socialisme immédiat dont les conditions, au niveau des rapports de propriétés et de l'Etat, de la phase démocratique de transition révolutionnaire, sont masquées. Au contraire, si elles sont accordées aux deux autres types de luttes, les revendications de développement démocratique peuvent mobiliser des couches très diverses de travailleurs en montrant mieux leur communauté d'intérêts, aider à une meilleure liaison des revendications économiques et politiques, contribuer à renforcer la liaison indispensable avec les masses pour imposer et impulser les nationalisations antimonopolistes ainsi que la planification démocratique, permise par ces nationalisations et la direction de l'Etat par les forces ouvrières et démocratiques.

En développant sur une grande échelle sa démagogie, le pouvoir du capital monopoliste révèle dans notre pays la crise qui menace sa domination. Le pouvoir gaulliste, dont le lit a été fait par la division des forces démocratiques, devant l'essor du C.M.E., s'est largement fondé sur les illusions d'importantes couches populaires concernant les nouveaux mécanismes du C.M.E. — l'Etat dit « fort » au service de l'intérêt de « toute la nation » et du progrès « moderne » — pour établir une domination renforcée des monopoles. D'où, d'ailleurs, la portée idéologique de la théorie marxiste-léniniste du C.M.E., montrant comment le renforcement de l'exploitation capitaliste et des intérêts du profit monopoliste au détriment de toutes les couches laborieuses sont à la base même de toutes les interventions publiques, faites au nom du prétendu intérêt « général » de la nation (1).

1. Malgré les attaques insidieuses et acharnées des opportunistes droitiers ou gauchistes contre la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat, dénaturée par les uns et niée par les autres de façon complémentaire, le Parti a non seulement maintenu fermement son analyse, mais il l'a développée en l'utilisant comme une arme puissante contre l'idéologie de la grande bourgeoisie. « Le Parti a enrichi son analyse du capitalisme monopoliste d'Etat » (« Thèses du XIX<sup>e</sup> Congrès », point 43.) « La crise du capitalisme monopoliste d'Etat » et son aggravation sont notées au début du point 5 des « Thèses du XIX<sup>e</sup> Congrès ».

Ebranlé profondément par les luttes populaires de 1968 et par les concessions qu'elles ont arrachées, le pouvoir gaulliste a été conduit à insister beaucoup plus sur la prétendue « participation » des travailleurs aux droits du capital et sur le « dépassement » allégué du capitalisme par la troisième voie de la concertation et de l'intervention publique. Il a aussi utilisé systématiquement, comme on le sait, la provocation et la « peur » liées aux errements gauchistes.

Cependant, le caractère fragile de son succès électoral en juin 1968, la persistance des difficultés économiques provoquées par sa politique de classe, l'extension du mécontentement à toutes les couches populaires — notamment à la petite bourgeoisie urbaine et rurale, un de ses soutiens effrayés de juin — les difficultés des relations avec la moyenne bourgeoisie et des relations extérieures avec les impérialismes étrangers, ont conduit la classe dirigeante à la recherche de l'« ouverture » dans la « continuité ». D'où l'orientation nouvelle dite « libérale » et « européenne », plus « atlantique », déjà amorcée par de Gaulle

lui-même, correspondant d'ailleurs aux débuts de la crise du C.M.E. à l'échelle mondiale.

Avec la « nouvelle étape de la politique des monopoles » (1), on assiste à la concentration des forces réactionnaires, aux efforts du gaullisme pour combiner ses méthodes anciennes avec celles de la réaction traditionnelle dite « libérale » (des « indépendants » aux « centristes ») : restrictions budgétaires, politique monétaire plus sévère à l'intérieur et plus lâche à l'extérieur, apparence moins personnelle de l'autoritarisme du pouvoir des monopoles, réassurances ferventes sur le fondement de la société qu'est le profit capitaliste en général, complaisance pour les trusts étrangers sous couvert des nécessités de la technique et de l'expansion de l'économie de marché.

L'appui croissant recherché par le pouvoir et les trusts sur l'impérialisme étranger correspond à sa crainte nouvelle du mouvement populaire et à la pression extérieure dans le cadre de la crise du C.M.E. Les groupes monopolistes renforcent rapidement leurs tendances cosmopolites (2).

Le pouvoir du grand capital accepte l'introduction des capitaux étrangers dans des secteurs vitaux. Il fait des pas importants dans la voie de l'intégration des politiques économiques européennes. Il espère s'appuyer sur la réaction étrangère, allemande notamment, pour opposer la prétendue « discipline » économique européenne aux revendications des travailleurs, qu'il s'agisse de la politique agricole, universitaire ou des salaires (3). Mal remis de ses échecs sur ce plan en mai-juin 1968, le pouvoir des monopoles agit des menaces nouvelles et s'efforce de porter atteinte aux libertés syndicales et aux droits des travailleurs. Il tente de discréditer les grévistes et les militants ouvriers. Il encourage des groupes fascistes à l'Université, utilisant pour cela les violences gauchistes. Il veut organiser la collaboration de classe en utilisant la « participation » des salariés à l'accumulation du capital qui les exploite, l'« actionnariat » populaire (essayant en outre de démanteler certaines entreprises publiques et de diviser les travailleurs), les contrats dits de « progrès », visant à organiser la progression régulière de l'exploitation avec l'accord des exploités et à désarmer les travailleurs. Même si le pouvoir d'achat salarial ne baisse pas, la plus-value augmente avec la productivité. L'exploitation est accrue même si le pouvoir d'achat des salaires progresse (c'est-à-dire que les salaires progressent plus que les prix) tant que le produit en prix d'un même travail progresse davantage en raison du progrès de la productivité du travail. Tout en chantant les vertus du profit et en agitant le spectre du « totalitarisme » socialiste, on promet « une nouvelle société ». Le pouvoir gaulliste-centriste prétend dénoncer les « retards » industriels et le « blocage » de la société pour se présenter lui-même comme le champion du progrès moderne,

1. « Thèses du XIX<sup>e</sup> Congrès », point 11.

2. Dans certains cas, on assiste même à l'échange d'intérêts dominants en France contre des intérêts secondaires « à l'air » dans des trusts « transnationaux ». Voir l'affaire de la Compagnie des Compteurs et l'échange par le groupe de Paris et des Pays-Bas de 30 % des actions de la Compagnie des Compteurs contre 2,5 % de celles de Schlumberger Limited.

3. « (...) Un marché unique implique un même système de prix, c'est-à-dire une même monnaie... Evidemment, le sentiment national interdit que soient fusionnées cinq monnaies. Mais il suffit d'assurer la libre convertibilité à parité de change fixe et pour cela, soumettre les cinq monnaies à cette discipline transnationale (...).

« L'Europe aurait dû interdire la réunion de Grenelle en mai 1968... Dans une Communauté européenne, il peut y avoir des politiques de salaire au niveau professionnel, au niveau régional, voire au niveau communautaire, mais une politique de salaire particulière, élaborée au plan national est contraire à l'unité du marché communautaire. Obtenir des syndicats qu'ils prennent des habitudes européennes, cela sera difficile... » (« La Vie Française », 28 novembre 1969 ; souligné par nous.)

dénigrer et opposer entre elles les luttes populaires grandissantes contre la politique antisociale des monopoles et la mainmise accrue de leurs intérêts parasites sur toute la vie sociale, en les traitant de résistances au progrès (1). Il peut aussi présenter, de la sorte, les modèles « avancés » américains ou ouest-allemand comme indiquant la voie à suivre, alors que ces pays sont atteints, eux aussi, par les débuts de la crise du C.M.E.

Le fait que la grande bourgeoisie s'attaque plus directement aux conditions de vie de toutes les couches de travailleurs et que, en même temps, elle s'efforce de les « intégrer » et de se faire « réformistes » par conservatisme social (2) tend à saper certaines bases traditionnelles de la collaboration de classe pratiquée au nom de la démocratie et du socialisme. D'un côté, à travers des fluctuations, une différenciation tend à s'opérer dans la social-démocratie traditionnelle entre les collaborateurs nostalgiques de la réaction, partisans de la « troisième force », dont la communauté d'inspiration avec le pouvoir gaulliste-centriste s'affirme, et les partisans de l'alliance antimonopoliste de toutes les forces démocratiques et ouvrières. Déjà, les premiers rapprochements entre le P.C.F. et la F.G.D.S. avaient créé une nouvelle atmosphère et encouragé incontestablement l'essor des grandes luttes populaires de 1968. D'un autre côté, l'anticommunisme, cultivé à tout prix par la bourgeoisie, trouve les nouvelles voies de l'opportunisme et du révisionnisme « gauchistes » ou encore « droitiers ».

Les gauchistes s'efforcent d'attaquer non seulement le parti communiste, mais le socialisme existant, participant aux campagnes de dénigrement menées par la bourgeoisie. De plus, par leur critique du capitalisme contemporain, ils tendent à dévier et à diviser le mouvement en masquant les problèmes centraux de l'appropriation des moyens de production et de la direction de l'Etat (3), en déformant la nature des alliances de la classe ouvrière, en renforçant « de gauche » l'idéologie cosmopolite des trusts « supranationaux » et de l'impérialisme américain, en essayant de faire passer une stratégie et des formes de luttes d'une nocivité extrême pour le mouvement ouvrier et démocratique. Le révisionnisme gauchiste se met sur les positions de l'idéologie bourgeoise en utilisant les critiques, prétendues au-dessus des classes ou des systèmes sociaux, des sociétés « industrielles » ou de l'« autorité » et des « organisations ». Le révisionnisme droitier s'est efforcé d'utiliser toutes ces attaques gauchistes contre le parti communiste, les pays socialistes et les bases du marxisme-léninisme, pour faire passer ses propres conceptions plus ouvertement technocratiques et réformistes, et plus directement à la remorque de la grande bourgeoisie.

Ainsi, tandis que progressent les conditions de l'union des forces ouvrières et démocratiques, se multiplient les tentatives visant

1. Au nom de l'industrialisation, il justifie les accumulations gonflées, le gaspillage monopoliste ainsi que la politique visant à les favoriser de façon beaucoup plus directe et brutale, au détriment de la satisfaction des besoins des masses, de la Recherche et de l'Enseignement, du développement des travailleurs conformes aux exigences des transformations technologiques.

2. Pour ne pas encore parler de la démagogie cosmopolite nouvelle du pouvoir, qu'il s'efforce de concilier avec son ancienne démagogie nationaliste au nom du « dépassement » de la nation par elle-même.

3. La critique de la société dite « de consommation » néglige le problème essentiel de l'exploitation capitaliste des travailleurs et des luttes autour d'elle. D'un côté, elle peut faire croire que la consommation matérielle des masses s'accroît plus qu'il ne faut et que les revendications économiques sont dépassées. D'un autre côté, elle ne montre pas la domination oppressante de tous les domaines de la vie par la production matérielle capitaliste dévorante, assoiffée de profits, ni la contradiction de cette exploitation aggravée avec les nécessités technologiques nouvelles.

à diminuer l'audience et à dénaturer de gauche ou de droite le programme et les méthodes du parti marxiste-léniniste.

La lutte implacable contre les deux formes de révisionnisme et d'opportunisme de droite et de gauche, faisant le jeu de la bourgeoisie en la suivant ou en plaçant la « critique » sur le terrain choisi par elle, est une condition absolue de l'unité du mouvement ouvrier et démocratique sur des bases justes et de sa victoire (1). Cette lutte passe nécessairement par les progrès de l'analyse économique et politique marxiste ainsi que de l'activité du parti communiste.

## STRATEGIE ET FORMES DE LUTTE POUR LA DEMOCRATIE ET POUR LE SOCIALISME DANS NOTRE PAYS

Les luttes récentes en France à partir de 1968 ont confirmé la justesse de la stratégie de la lutte pour le socialisme, correspondant aux conditions du C.M.E. dans notre pays, élaborée par le parti communiste. Elles ont aussi permis de la préciser davantage en liaison avec les formes de luttes nouvelles suscitées par la montée des luttes dans le cadre de la crise du C.M.E.

Les luttes de mai-juin 1968 et celles qui ont suivi, tout en apportant des résultats importants aux diverses catégories de travailleurs, ont ébranlé profondément le pouvoir du grand capital sur les plans économique et politique. Toutefois, elles n'ont pas été suivies d'une victoire politique des forces ouvrières et démocratiques (2). On a assisté, dans l'immédiat, à un renforcement gaulliste sur le plan parlementaire. Puis, à terme, malgré les succès du « non » au référendum et du départ de de Gaulle, ainsi que du grand nombre de voix démocratiques rassemblées sur la candidature de Jacques Duclos aux élections présidentielles, on a vu la victoire de la coalition réactionnaire gaulliste-centriste.

Cette contradiction, tout en rendant compte du développement en profondeur du mécontentement populaire, ainsi que des efforts de récupération de l'acquis, d'intégration et de division du pouvoir actuel, s'explique par le fait qu'une partie importante des couches populaires a été rejetée dans le soutien du pouvoir gaulliste, ou dans son replâtrage, sinon dans les illusions de la troisième force « socialiste-réactionnaire » comme lors de l'élection présidentielle. Ce rejet se relie, comme on le sait (3), à deux facteurs principaux sur le plan politique, en liaison avec le degré de mûrissement des difficultés économiques et sociales et de leur juste prise de conscience dans l'action — l'exploitation de la peur suscitée par les violences physiques et verbales

1. Cf., dans un autre contexte, l'affirmation de **Lénine** : « Il faut faire la guerre à la phrase révolutionnaire, nous le devons, c'est une nécessité absolue, pour que parlant de nous, on n'énonce pas quelque jour cette amère vérité : « La phrase révolutionnaire sur la guerre révolutionnaire a causé la perte de la révolution. » (*« Œuvres », t. 27, p. 22*).

2. « Pourtant, il n'a pas été possible alors d'en finir avec le pouvoir des monopoles pour lui substituer un régime démocratique avancé, susceptible d'ouvrir la voie au socialisme. » (**Georges-Marchais**, « Rapport du Comité Central au XX<sup>e</sup> Congrès ».)

3. « Mais si l'exploitation de la peur de la guerre civile a été la cause immédiate de la poussée gaulliste, il est indéniable que l'absence d'une véritable entente entre tous les partis de gauche et les autres organisations démocratiques a été un facteur essentiel de l'échec de la gauche » (**Waldeck Rochet**, « L'Avenir du Parti communiste », p. 29, à propos des élections de juin 1968.)

des gauchistes et leur entrée dans le jeu des provocations politiques ou télévisées du gouvernement — et, surtout, le refus, à deux reprises, d'une alliance solide, décidée à s'engager dans la voie d'une véritable démocratisation économique et politique antimonopoliste, entre les organisations politiques et syndicales ouvrières et démocratiques, tout particulièrement de la part du Parti Socialiste, qui a payé cher sa lourde responsabilité. Ce refus, tout en étant lié à une insuffisante pression de la base, non encore gagnée dans sa masse à une politique antimonopoliste conséquente, réagissait aussi sur la base en bouchant les perspectives : il décourageait les hésitants en les rejetant dans les diverses ornières du passé. D'où la nécessité du redoublement de la lutte pour l'unité sur des positions justes, à la base mais aussi au sommet, pour aboutir à un véritable programme commun (1).

Les couches hésitantes semblent avoir été particulièrement nombreuses parmi les salariés non ouvriers et parmi la petite bourgeoisie rurale et urbaine, continuant à faire crédit aux slogans mensongers « antitotalitaires » ou encore « libéraux » de droite ou de gauche.

Ainsi a été confirmée et précisée la ligne stratégique du P.C.F. Cette ligne concerne l'étape de la démocratisation politique et économique pour ouvrir la voie au socialisme dans notre pays, l'alliance de la classe ouvrière unie avec toutes les couches antimonopolistes de fait (petite bourgeoisie des campagnes et des villes, les travailleurs intellectuels et la masse des salariés), la voie pacifique du passage au socialisme. Nous avons déjà vu comment le pouvoir ou les opportunistes de droite ou de gauche masquent ou dénaturent les conditions stratégiques du but de la lutte, dans la phase actuelle, et des alliances. Ce but, loin de résulter d'une concession aux préjugés de classe ambiants, correspondant à la situation économique et sociale objective : rôle des monopoles des secteurs-clés, rôle du secteur public et bouleversement introduit par un secteur public dynamique qui s'étendrait aux principaux monopoles, rôle central de la classe ouvrière, importance toujours considérable de la petite bourgeoisie rurale et urbaine, nature même du C.M.E. qui fait converger toutes les luttes sous le signe de la revendication d'une démocratisation véritable de la vie sociale, etc. Il s'agit également de démontrer dans les faits la nature profondément démocratique du passage au socialisme et du socialisme lui-même, le stade supérieur de démocratisation sur tous les plans qu'il représentera par rapport à tous les acquis des luttes de classe de notre pays (2).

En ce qui concerne la « voie pacifique », l'expérience récente a aussi permis de confirmer sa justesse et de la concrétiser. Ainsi,

1. « Une conception juste de l'unité d'action des forces ouvrières et démocratiques n'oppose pas, mais conjugue, le développement de l'action commune à la base et les accords au niveau des directions, des formations politiques. Comme le dit très justement notre projet de thèses, « c'est en se développant plus largement que les luttes unies des masses trouveront leur expression dans l'unité d'action des partis et organisations démocratiques. En retour, celle-ci donnerait au mouvement populaire pour un changement complet de politique, une ampleur sans précédent » (Georges Marchais. « Rapport du Comité Central au XIX<sup>e</sup> Congrès »).

2. « La lutte pour la démocratie permet aux masses populaires de se convaincre, par leur propre expérience, qu'il est possible et nécessaire d'en finir avec la domination du capitalisme et de réaliser la révolution socialiste » (« Thèses du XIX<sup>e</sup> Congrès », point 19).

le Manifeste « Pour une Démocratie avancée, pour une France socialiste », puis les Thèses du XIX<sup>e</sup> Congrès du P.C.F., rappellent avec force que cette voie originale vise à « isoler la grande bourgeoisie » en passant au socialisme « sans guerre civile ».

*« Dans les conditions de notre temps, il (le P.C.F.) estime possible que le passage de la France au socialisme revête une forme pacifique. Toute son action vise à gagner la majorité du peuple à la cause de la transformation socialiste de la société, à rassembler autour de la classe ouvrière les plus larges masses populaires, à les entraîner dans l'action pour affaiblir et isoler la grande bourgeoisie de telle sorte qu'elle ne puisse recourir à la guerre civile pour s'opposer à la révolution socialiste. » (« Thèses du XIX<sup>e</sup> Congrès », point 17 (1)).*

Les événements de mai-juin ont montré comment le pouvoir des monopoles peut utiliser les scènes de violence pour faire peur et même pour tenter de provoquer un affrontement sanglant visant à isoler une partie des forces ouvrières et démocratiques du reste du peuple. S'il a réussi à faire peur à une partie des travailleurs, il n'a pu déclencher d'affrontement violent massif grâce à la position ferme du parti communiste et de la C.G.T.

Dans les conditions du C.M.E., de nombreuses couches populaires peuvent avoir autre chose à perdre que leurs chaînes, si l'évolution prend la forme d'une guerre civile. C'est le cas de la petite bourgeoisie urbaine et rurale (très différentes de la paysannerie non propriétaire de l'empire tsariste ou des pays sous-développés) ou encore des couches supérieures de salariés. Sans compter que les pertes objectives matérielles et humaines sont redoutées par tous. L'efficacité des armements modernes dans un pays aussi urbanisé que le nôtre exigerait, en cas de lutte armée, un isolement politique tout à fait massif de l'appareil de répression. En adoptant une attitude visant à isoler **politiquement** l'appareil de répression, combinée avec l'action démocratique des plus larges masses et en prenant, sans se laisser intimider, la voie des transformations révolutionnaires par des méthodes évitant la guerre civile, le prolétariat peut rallier à lui la grande majorité des travailleurs écrasés par le régime des monopoles et empêcher l'utilisation de la guerre civile contre le mouvement révolutionnaire. Il peut retourner les réactions hostiles à la guerre civile et aux provocations violentes contre la grande bourgeoisie pour l'isoler de plus en plus massivement et la mettre hors d'état de nuire, y compris par la force populaire si la grande bourgeoisie commet le crime de déchaîner la violence armée contre la volonté de notre peuple (2).

1. « Naturellement, si les classes exploiteuses recourraient cependant à la violence pour tenter d'empêcher notre peuple de passer au socialisme, la classe ouvrière serait amenée à riposter par la violence populaire » (« Ibidem », suite du point 17).

2. Au niveau des affrontements violents limités de mai-juin, on a déjà vu comment les brutalités policières ont pu créer, dans un premier temps, des sentiments de solidarité et de sympathie. On a vu comment, à l'inverse, les chocs provocateurs spectaculaires et le jeu à l'insurrection ont été, dans un deuxième temps, utilisés par la propagande gaulliste, pour isoler, du moins relativement, le mouvement ouvrier et démocratique, malgré les efforts accomplis pour neutraliser ces comportements irresponsables, par rapport à des couches populaires importantes des villes et des campagnes.

1. « Comme l'indique notre document, il ne faut pas confondre la voie pacifique au socialisme avec la « voie parlementaire ». (W. Rochet, Rapport au C.C. du P.C.F. des 5-6-12-1968).

2. « En tout état de cause, l'établissement du socialisme suppose une lutte de classe acharnée, le développement sans précédent des actions de masse des plus larges couches populaires » (Thèses du XIX<sup>e</sup> Congrès, point 17).

3. « Le doctrinarisme de gauche s'obstine dans la négation absolue d'anciennes formes déterminées sans voir que le nouveau contenu s'ouvre un chemin à travers toutes les formes possibles » (Lénine, « Œuvres », t. 31, p. 100).

4. « C'était la première fois que dans notre pays, huit à neuf millions de salariés cessaient le travail et occupaient les usines, les bureaux, les écoles » (W. Rochet, Rapport au C.C. des 5 et 6-12-1968).

5. Evoquant les comités de grève, G. Séguay déclarait dans son rapport au nom du bureau confédéral de la C.G.T. le 17 mai 1968 : « Il y a eu mise en place d'une direction du mouvement responsable de ses actes et de ses décisions devant les travailleurs eux-mêmes. C'est la meilleure forme que nous puissions donner à la lutte... Bien sûr, certains spéculent en disant que « la C.G.T. est dépassée par les masses »... Ceux-là ne connaissent rien à la nature de notre organisation, ignorent l'orientation qu'elle a tracée, et sous-estiment gravement à tort la capacité des militants

La façon dont le parti communiste se porte à la tête des luttes de masse montre, dans les faits, que la voie pacifique, sans négliger le rôle du Parlement, ne veut pas dire pour lui la « voie parlementaire » (1). Elle signifie que les possibilités offertes par les institutions politiques et l'expression du suffrage universel se fondent sur le déploiement le plus massif et riche en initiatives des actions au grand jour de la classe ouvrière et des diverses couches de travailleurs, sur la convergence dans les luttes économiques, idéologiques, politiques des aspirations démocratiques des diverses couches populaires au changement de régime, au socialisme, sur la mobilisation et l'organisation de l'action des masses pour faire respecter l'expression de la volonté de la majorité (2). Un contrat politique clair conclu entre les partis politiques, mais aussi entre les organisations syndicales représentatives des intérêts des diverses catégories de travailleurs aura valeur de programme de lutte et non seulement de gouvernement.

Cette vérification de la stratégie s'est accompagnée d'autres enseignements tirés des luttes de mai-juin et de celles qui ont suivi, concernant, notamment, les modalités d'organisation et les formes de lutte.

Ainsi, certaines formes déjà expérimentées par le mouvement ouvrier français ont connu une expérimentation nouvelle. Cela ne peut entraîner pour autant leur opposition aux formes plus habituelles, chaque forme dépendant des circonstances (3). Il s'agit, notamment, de la grève avec occupation des locaux, pas seulement par les ouvriers et employés, mais aussi par les fonctionnaires, les enseignants, les étudiants, les chercheurs (4). Cette forme avancée de lutte ne peut pas être employée n'importe quand ni n'importe où, mais uniquement dans des circonstances particulières, favorables. Quand les conditions sont remplies pour son succès, elle contribue à l'isolement de la grande bourgeoisie. Mais l'expérience nouvelle, concernant cette forme ou d'autres, comme les comités regroupant les travailleurs organisés et inorganisés, a confirmé et précisé les rôles fondamentaux respectifs du syndicat et du parti, de leur action organisée et démocratique à la base et à tous les échelons, pour donner à la lutte des masses sa plus grande ampleur et sa plus grande portée (5).

Les diverses formes de mobilisation et d'organisation des plus larges masses — dont aucune ne constitue une recette magique — sont importantes non seulement pour la lutte afin de faire triompher la démocratie antimonopoliste, ouvrant la voie au socialisme, mais encore pour organiser la participation effective des masses au pouvoir démocratique durant l'étape de la démocratie avancée. Toutefois, il serait particulièrement grave de céder aux illusions de l'opportunisme de gauche prétendant

tout fonder sur une soi-disant mobilisation « autonome » des masses à la base, recouvrant en réalité des tentatives de manipulation sectaire. Les opportunistes rejoignent les campagnes du pouvoir contre les partis et contre les « appareils » syndicaux. L'activité spécifique et les progrès des organisations ouvrières et démocratiques jouent, au contraire, un rôle de première importance dans le développement de la lutte des masses pour la démocratie économique et politique, pour une France socialiste.

Les opportunistes de tous bords rejoignent aussi les campagnes du pouvoir en ne s'en prenant pas aux fondements essentiels du régime que sont le pouvoir d'Etat et la propriété des monopoles.

*« L'opportunisme de gauche et l'opportunisme de droite [...] escamotent la question essentielle, c'est-à-dire la question du pouvoir d'Etat, soit en considérant que l'accumulation de réformes partielles peut faire l'économie de la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière et ses alliés, soit en substituant à cette conquête la revendication de pseudo-pouvoirs partiels et illusoires, laissant intacte la propriété privée des moyens de production et la domination de la bourgeoisie sur l'Etat. » (« Thèses du XIX<sup>e</sup> Congrès », point 41.)*

La crise du C.M.E., l'oppression accrue et multiforme de toutes les couches de travailleurs par les monopoles, exigent une démocratisation coordonnée à tous les niveaux. Sans la nationalisation graduelle des secteurs-clés et sans le pouvoir d'Etat démocratique, la participation dans l'entreprise capitaliste est une tromperie (au mieux, elle aménage la soumission au patronat) et « l'autogestion » une utopie qui constitue le pendant consolateur de cette tromperie.

Les masses doivent faire leur expérience. Les tentatives d'intégration du pouvoir des monopoles ou de détournement des revendications de classe des révisionnistes se heurteront, non seulement aux conditions de la crise du C.M.E., mais à la lutte démystificatrice des forces les plus conscientes du prolétariat et de ses organisations (1). Cette lutte se déploie en contact étroit avec les aspirations nouvelles et avec le mouvement des masses, mais en posant sur leur base adéquate les problèmes de notre temps, en avançant des propositions et en prenant des initiatives à tous les niveaux (2).

La planification démocratique, instaurée dès l'étape de transition vers le socialisme de la démocratie avancée, ne peut reposer que sur les bases conjuguées de la suppression de la dictature du profit monopoliste par la nationalisation, de la direction et de la refonte démocratiques de l'Etat, d'une part ; de

(Suite de la note 5, p. 61)

de la C.G.T. où qu'ils se trouvent. de faire preuve d'un grand esprit d'initiative et de responsabilités dans de telles situations sur la ligne même que leur recommande leur confédération ».

1. La « modernisation » de tous nos moyens de propagande à laquelle appelle le XIX<sup>e</sup> Congrès est une tâche d'une grande ampleur. En particulier, la bataille autour de la radio-télévision, où le pouvoir utilise à la fois le monopole de fait et le pseudo-libéralisme, au compte-goutte et conditionné par lui, nécessite une réflexion collective nouvelle.

2. Cf. l'importante initiative de la C.G.T. à propos de la « Convention » E.D.F.-G.D.F.

la gestion démocratique des entreprises nationalisées, de la participation des masses à la gestion à tous les niveaux, de l'information et de l'élaboration scientifique sur les éléments de la planification nationale, de la base au sommet et vice-versa, d'autre part.

D'ailleurs, en précisant les formes d'organisation de la lutte pour les transformations démocratiques ouvrant la voie au socialisme, le **Manifeste** de Champigny de décembre 1968 du P.C.F. n'insiste pas seulement sur la démocratisation profonde du Parlement, comme des assemblées municipales, départementales ou régionales permettant le déploiement de « toutes les formes d'activité des masses ». Il évoque aussi à propos de ce déploiement les « *institutions nouvelles dont l'accomplissement des tâches économiques et sociales de l'édification rendra nécessaire la création, que ce soit au niveau de l'élaboration du Plan national de développement économique, social et culturel ou au niveau des entreprises* ». (« Manifeste » cité, p. 50) (1).

La portée de la transition démocratique vers le socialisme dans notre pays résultera du haut niveau atteint par les forces productives matérielles et humaines, par les mécanismes d'intervention publique comme par le degré de culture technique et économique, ainsi que par la diffusion de la culture économique et sa politisation dans les luttes, dès la marche à la démocratie avancée.

Cette situation permettra la mise en place progressive d'une régulation économique fondée sur d'autres critères que le profit du capital, sur laquelle il convient de travailler dès maintenant, en utilisant notre expérience et celle des pays socialistes développés. La recherche scientifique, à partir des positions révolutionnaires du prolétariat, permet de découvrir la régulation spontanée (incitation au progrès et cohérence d'ensemble) du capitalisme. Cette régulation se fait à travers le développement des antagonismes sociaux et les fluctuations économiques aveugles qu'exprime le processus polycyclique de la suraccumulation-dévalorisation du capital.

En liaison avec les initiatives des masses et de leurs organisations, cette recherche permettra de féconder les travaux techniques sur la planification entrepris déjà dans notre pays, mais stérilisés et dévoyés par les conditions objectives du C.M.E. et par l'idéologie bourgeoise (2).

Ainsi, nous rejoindrons, à partir de nos conditions propres de passage au socialisme, la lutte menée actuellement dans les pays socialistes existants, à partir de leurs conditions développées nouvelles, pour passer à une étape supérieure de régulation économique et de démocratisation de la gestion, en vue de construire

1. En cherchant à instituer des mécanismes de concertation intégrateurs et plus ou moins corporatistes, le pouvoir des monopoles est obligé de jouer avec le feu de la politisation des revendications économiques et sociales précises débordant la délégation de pouvoir du parlementarisme classique.

2. Cette idéologie, sur la base des illusions sur l'harmonisation économique possible dans le capitalisme et de la non reconnaissance du rôle central du travail, entraîne la séparation et la conception mécanique des divers processus ainsi que la soumission aux apparences de l'économie marchande, la croyance en l'éternité des relations spécifiquement capitalistes et marchandes.

graduellement le communisme exigé par l'épanouissement de la révolution scientifique.

Cette planification de l'étape de transition démocratique vers un socialisme développé devra nécessairement s'intégrer, à partir de notre insertion mondiale originale, dans des relations internationales actives. Ainsi sera rejointe également la lutte du prolétariat et du peuple des autres pays capitalistes développés comme des pays sous-développés, marchant selon leur voie propre vers le socialisme, pour édifier avec les pays socialistes existants un système de relations internationales économiques et politiques d'un type nouveau en réponse à l'exigence d'internationalisation de la révolution scientifique, à la crise du C.M.E., aux antagonismes et aux tentatives de domination monopoliste mondiale qu'elle suscite.

Au cours des luttes pour la démocratie avancée, comme pendant la progression au cours de cette étape et le passage au socialisme développé, la crise du C.M.E. à l'échelle mondiale renforcera encore la liaison des problèmes économiques et politiques. C'est pourquoi s'affirmera le rôle plus décisif que jamais du **facteur conscient** (1) : l'organisation de l'action à tous les niveaux, les initiatives des organisations, des individus et des masses ; la réflexion collective à partir de la pratique des luttes, la lutte idéologique de masse contre les tentatives d'intégration et de perversion de la conscience de classe, contre l'opportunisme de droite et de gauche, contre le révisionnisme et le dogmatisme ; la recherche scientifique économique et sociale, menée hardiment sur les positions révolutionnaires du prolétariat ; les capacités du Parti communiste d'analyse et d'appréciation de la situation ainsi que de mobilisation des masses et de rassemblement des différentes couches populaires autour de la classe ouvrière, en alliance avec les autres organisations politiques et syndicales représentatives des forces ouvrières et démocratiques.

1. Dépassant l'opposition entre facteur « objectif » et facteur « subjectif ».